

Les paysannes sont des femmes



Comprendre la violence à l'égard des femmes rurales en
Afrique australe et orientale

Malgré nos différences en termes de cultures, de géographies et de conditions environnementales entre les territoires paysans d'Afrique de l'Est et d'Afrique australe, nous, en tant que paysannes, avons des défis similaires qui requièrent notre unité et notre solidarité pour les relever. Il s'agit notamment du droit d'acquérir, de posséder et d'utiliser la terre, de l'accès à l'eau et aux services sociaux tels que l'éducation et la santé, de la marchandisation du corps des femmes, de l'augmentation des niveaux de violence à l'encontre des femmes et des enfants, de l'oppression générale et de la négligence des besoins et des droits des paysans. Ces défis sont aggravés par les diverses formes de violence structurelle subies par les paysannes.

Chercheur principal: Jacqueline Halima Mgumia

Rédacteurs: LVC SEAf, Dr. Azaveli Lwaitama

Concepteur graphique: PenPlus Ltd

Table des matières

	pg
Introduction	2
Principaux résultat	5
Niveaux de violence subie	5
La condition de femme	5
La position des femmes paysannes dans la société	6
L'intersectionnalité de la condition de femme et de paysanne	7
Formes de violence à l'encontre des femmes paysannes	8
Privation de terres	8
Absence d'autorisation de récolter	9
Interdiction de vendre les produits agricoles	9
Cultures sexuées	9
Invisibilité des soins domestiques et des tâches de (re)production	9
Conclusion	11
La voie à suivre	11
Appel à l'action	12
A propos de cette étude	13

Introduction

Les femmes paysannes subissent-elles une forme particulière de violence du simple fait qu'elles sont paysannes?

En Afrique subsaharienne, plus de 60 % des femmes actives sont de petites paysannes qui produisent près des trois quarts de la nourriture nécessaire à leur famille et à leur pays. Leurs moyens de subsistance sont intimement liés aux terres et territoires ruraux qui sont confrontés à de multiples problèmes, notamment des infrastructures médiocres, un manque d'accès aux services sociaux et des marchés inéquitables. Ces problèmes n'affectent pas seulement les chances des femmes d'avoir un travail décent ou d'avoir une chance équitable de vivre dignement, mais ils affectent les paysans en tant que groupe social et les zones rurales en tant qu'espace, en termes de processus de production, de relations de groupe et de développement de tout ce qui précède. Pour faire face à cette

réalité, diverses formes de luttes et d'activisme sont apparues pour combattre les injustices dont sont victimes les paysans.

Pour construire des mouvements paysans forts, on commence à reconnaître l'importance de s'attaquer aux inégalités de genre qui existent dans les relations de production et de reproduction, et donc de renforcer ces mouvements collectivement. Dans le contexte actuel, les droits des femmes paysannes sont sapés par le capitalisme et le patriarcat, ce qui les rend vulnérables à diverses formes d'oppression et d'exploitation, au sein des groupes de paysans et en tant que femmes en tant que groupe social.

L'étude dont les résultats sont présentés dans ce bref rapport est particulièrement cruciale car lorsque les groupes féministes, les activistes des droits de la femme ou les agences de développement parlent des femmes, l'accent est mis sur la propriété des ressources, l'accessibilité aux services sociaux, la dynamique du pouvoir et les contraintes financières, des

questions essentielles mais qui ont tendance à occulter la violence contre les femmes (VAW) en milieu rural dans les processus de production et de reproduction.

La recherche a été effectuée à la demande des paysannes de La Via Campesina dans la région de l'Afrique australe et orientale, qui considéraient qu'il était essentiel de documenter leurs luttes. L'accent particulier mis sur les femmes paysannes est important pour combler le vide laissé par la théorisation dominante qui tend à généraliser les expériences d'oppression et de subordination des femmes.

Une paysanne de Tanzanie a déclaré que :

“Le but n’est pas de montrer dans quelle mesure les paysannes sont exploitées ou opprimées par rapport aux autres femmes. Après tout, nous sommes des femmes avant d’être des paysannes. Peut-être que la chose la plus importante pour nous est le fait que les paysans en tant que groupe sont opprimés, et qu’au sein de ce groupe, les femmes sont encore plus opprimées par le patriarcat. Il est donc important de mettre en lumière la double oppression subie par les femmes rurales, causée par la configuration géographique, les systèmes culturels et le capitalisme”.



L'étude de recherche visait à identifier et à caractériser la violence à l'égard des femmes paysannes, en mettant en avant leurs luttes par leur propre voix. Il fallait pour cela comprendre la position des paysannes, au sein du groupe social des paysans et au sein du groupe social des femmes, dans lequel leurs luttes tendent à être façonnées et réduites au silence.

Une paysanne du Mozambique a fait valoir que:

“Nos luttes contre le capitalisme ferment souvent les yeux sur la position des femmes dans le processus de production. Nous n'avons pas le droit à la terre ou aux cultures comme les hommes, et nous sommes tous des paysans qui luttent contre l'accaparement des terres. Les hommes se battent pour ne pas perdre leurs droits à la terre, nous nous battons pour ne pas perdre l'accès à la terre. Nous n'avons pas la même part de la charge de travail que les hommes, et nous sommes tous des paysans.”

Voici ce qu'en dit une paysanne d'Afrique du Sud:

“Généralement, notre lutte pour le développement rural a tendance à considérer les femmes comme un groupe homogène. En tant que telles, les demandes de changement social et les approches d'autonomisation des femmes ont tendance à se battre pour les droits des femmes à voter, à être des leaders, à être éduquées et à avoir accès au capital. Tous ces droits sont importants, mais notre situation de vie en tant que paysannes et notre histoire de paysannes sont forcément différentes de celles des femmes qui travaillent en politique, de celles qui sont entrepreneurs ou de celles qui travaillent dans des bureaux. Oui, nous avons besoin de services sociaux et de subventions gouvernementales, mais si l'on ne s'attaque pas aux relations entre les sexes dans les zones rurales, les femmes ont moins de chances de bénéficier des différents programmes.”

Enfin, l'étude de recherche visait à enrichir la définition de la VEF, en allant au-delà de la violence physique, des atteintes sexuelles, émotionnelles et psychologiques.

Une paysanne du Kenya l'a exprimé ainsi :

“La VEF est généralement comprise comme une violence physique à l'encontre des femmes. Les gens ne sont pas toujours en mesure de comprendre que le refus d'hériter de la terre ou d'accéder à des revenus est également une forme de violence. Ainsi, écrire sur les luttes des femmes paysannes dans la (re)production permettra peut-être d'élargir la définition de la violence à l'égard des femmes et de montrer ses diverses formes de manifestation”.

La conceptualisation de l'étude s'est inspirée de la proposition sur le féminisme populaire et paysan du mouvement La Via Campesina, qui vise à renforcer la voix collective des paysans contre le patriarcat et le capitalisme, en travaillant en tant que femmes et collectivement avec les hommes, avec l'intention d'identifier et de traiter l'oppression et l'exclusion des femmes à l'intérieur et à l'extérieur du mouvement paysan. L'étude a également été guidée par la prise de conscience que les luttes des paysannes sont diverses et qu'il est donc nécessaire de comprendre le contexte local pour construire un féminisme paysan transformateur en Afrique australe et orientale.

Principales conclusions

Au cours de la période de collecte et d'analyse des données de l'étude, il a été souligné que la plupart des campagnes existantes contre la VEF tendent à être génériques, avec des voix limitées de paysannes et une faible représentation des femmes dans les contextes agricoles. Bien que les paysannes aient affirmé partager de nombreuses formes de violence avec d'autres groupes de femmes, une analyse plus approfondie a mis en évidence d'autres niveaux de violence spécifiques aux femmes en milieu rural. Les femmes paysannes ont fait valoir que les études d'exploration spécifiques sur la violence à l'égard des femmes en milieu rural pourraient être un moyen utile d'établir un lien entre les mouvements féministes et paysans.

Les couches de violence vécues

1. La condition d'être femme

La première couche de violence subie par les paysannes est due à leur condition de femmes. Comme beaucoup de femmes dans le monde, elles subissent l'oppression et l'exclusion dues au patriarcat. Les paysannes membres de La Via Campesina Southern and Eastern Africa (LVC SEAf) ont partagé des histoires communes de subordination et d'oppression par le mariage, l'héritage, la religion et la culture.

Les femmes ne peuvent pas hériter de la terre - Cas du Kenya

Une femme s'est retrouvée sans terre à son insu. Apparemment, son mari a vendu toutes ses terres sans le lui dire. Elle n'avait pas de terre à cultiver, au point qu'elle a dû demander un prêt pour subvenir aux besoins de ses enfants. Elle a été chassée de ses terres après la mort de son mari. N'ayant pas d'endroit où rester ni de famille pour la soutenir, la femme a quitté le village pour trouver d'autres moyens de faire vivre sa famille. Elle se bat toujours.

Les femmes ne peuvent pas remettre en question les actions des hommes - Cas du Kenya

Un jour, une femme est rentrée chez elle pour découvrir que son mari avait vendu 8 sacs de maïs et lui en avait laissé 3. Lorsqu'elle a interrogé son mari à ce sujet, elle a été battue. Elle a rapporté l'incident aux anciens, qui leur ont conseillé de régler l'affaire pacifiquement. Malheureusement, le mari l'a battue plus sévèrement, au point de lui déformer la jambe.

Avec cette blessure, elle ne pouvait plus cultiver et ses enfants ont dû se débrouiller seuls.

Les femmes ne peuvent pas demander le divorce - un cas en Tanzanie

Une femme voulait quitter son mari pour cause d'abus psychique et émotionnel. Son mari a refusé. Elle a informé ses parents de ces violences et de sa décision de divorcer. Malheureusement, son père a déclaré qu'il n'appartenait pas à une femme de demander le divorce, mais que si jamais c'était l'homme qui le demandait. Plus tard, le père l'a menacée de la déshériter si elle continuait à demander le divorce ou à parler de la question du divorce.

Les femmes ne peuvent pas décider du nombre d'enfants à avoir - cas du Mozambique

Les femmes semblent être une machine à produire des enfants. Certains hommes ne veulent pas que leurs épouses aient recours au contrôle des naissances. Il semble donc que le nombre d'enfants à avoir dans le mariage n'est pas une question que la femme peut décider ou planifier, les enfants sont suffisants si l'homme dit que c'est suffisant.

2. La condition d'être paysan

Le deuxième niveau de violence qu'elles subissent est dû à leur condition de paysannes, à la position de leur classe dans les relations de production et de reproduction, où leur travail est exploité par le système économique capitaliste/ néolibéral dominant. À cet égard, les participants ont souligné le manque général de soutien gouvernemental et la présence d'agents financiers cupides et de forces du marché qui exploitent et détruisent le bien-être des femmes en particulier et des communautés paysannes dans leur ensemble.

Les femmes ne peuvent pas bénéficier de manière égale de la production de leur travail - Cas de l'Ouganda

Une femme de mon village travaillait sans relâche dans le jardin familial pour s'assurer qu'elle avait de quoi nourrir ses enfants pendant que l'homme était occupé à d'autres tâches. Elle fournissait également un travail supplémentaire en dehors du jardinage afin de dégager un revenu supplémentaire pour ses enfants, avec un faible soutien du mari. Cependant, lorsque la saison des récoltes est arrivée, le mari a escorté sa femme au marché. Au marché, le mari était occupé à vendre les produits et à encaisser l'argent pendant que la femme faisait les mesures. Après la vente, le mari a dit à sa femme de se dépêcher de rentrer à la maison pour préparer à manger pour les enfants car il se faisait tard. Il est resté derrière et est rentré ivre à la maison et n'a jamais été tenu responsable de l'argent qu'il a pris sur les revenus du ménage.



L'intersectionnalité d'être des femmes et des paysans

La violence spécifique que subissent les femmes paysannes est le résultat de l'intersectionnalité entre les deux couches mentionnées ci-dessus : être femmes et paysannes. Les femmes paysannes sont exposées à des types de violence spécifiques qui se manifestent au sein des communautés rurales et des organisations paysannes, ou qui découlent de lois et de règlements injustes légiférés par l'État, ou encore de la culture et des traditions locales en général. Les femmes interrogées ont discuté de leurs droits à la terre (y compris l'héritage), de la division du travail à la ferme et à la maison, des cultures sexuées et des systèmes asymétriques de répartition du travail et des revenus.

Une paysanne du Zimbabwe a déclaré que:

“Il est vrai que, nous, paysans, sommes exploités quel que soit notre sexe. Il est également vrai que le marché ne nous fournit pas les meilleurs prix pour nos récoltes. Il est également vrai que, lorsque les gains marginaux de nos récoltes passent entre les mains des hommes, les femmes obtiennent à peine une part équitable de leur travail. Dans les mouvements paysans aussi, les inégalités entre les femmes ont tendance à être négligées au nom de la solidarité contre la nature exploitante des marchés.”

L'étude montre comment le patriarcat et le capitalisme s'entrecroisent pour supprimer encore plus les femmes paysannes au sein du groupe de paysans qui sont déjà opprimés et exploités en vertu de leur classe collective. Lorsque l'on parle des paysans en tant que groupe, les luttes des femmes, leurs conditions de travail et les relations de pouvoir sont enterrées sous l'étiquette de classe. Par conséquent, il est essentiel de commencer à identifier et à documenter la violence unique subie spécifiquement par les femmes paysannes dans les processus de (re) production, au sein et en dehors du mouvement paysan. En d'autres termes, il est important de comprendre la VEF comme une expérience partagée entre les femmes, comme une expérience collective de genre affectant les femmes, comme un sexe collectif, tout en cherchant à accorder une attention particulière à sa manifestation dans différents groupes.

C'est ce qu'a exprimé une paysanne de Tanzanie:

"Je pense que le mot «rural» nous donne une identité et une position négatives. Nous sommes méprisées, tout comme nos maris et nos collègues femmes. Non pas parce que nous sommes moins humaines, mais parce que la plupart d'entre nous sont pauvres, moins instruites, etc. Alors que d'autres femmes s'autonomisent, les paysannes des zones rurales luttent toujours pour leur survie, sous le triple fardeau du travail et du manque de contrôle sur leur corps. Telle est la réalité de nombreuses paysannes.”



Formes de violence à l'encontre des paysannes

1 La privation de terres

En général, en milieu rural, les femmes ne sont pas propriétaires des terres, mais elles y ont accès grâce à leurs droits culturels. Elles ont le droit d'utiliser les terres de leurs maris, pères et frères pour la production. Cependant, en raison de la marchandisation, les terres appartenant à une famille peuvent facilement être vendues sans le consentement des femmes de cette famille, ce qui met en péril la capacité des paysannes à s'assurer un moyen de subsistance fiable et à garantir la souveraineté alimentaire de leur ménage.

Une paysanne d'Afrique du Sud l'a indiqué:

“Pour moi, si vous enlevez les étiquettes des pays, toutes les formes de luttes rapportées par les femmes du Zimbabwe, du Mozambique, du Kenya et de la Tanzanie, sont similaires aux luttes auxquelles sont confrontées les paysannes en Ouganda ou en Afrique du Sud. Les femmes ont tendance à travailler dur dans les fermes, mais n'ont qu'un pouvoir limité sur la vente des récoltes qu'elles produisent ou du bétail qu'elles élèvent. Il s'agit en effet d'une dure réalité, mais à ce jour, l'accès à la terre pour de nombreuses femmes dépend de leurs maris et de leurs pères.”



2. Absence d'autorisation de récolter

En général, les hommes et les femmes travaillent main dans la main lors de la préparation d'une ferme et de la plantation des cultures. Toutefois, les femmes doivent demander la permission de récolter ne serait-ce qu'une petite partie des produits agricoles pour un usage domestique. Elles n'ont pas le droit de récolter sans autorisation.

Une paysanne ougandaise a déclaré que

“Lorsque l'on examine la chaîne de production agricole, on ne peut ignorer le travail des femmes. En fait, c'est le moteur de l'agriculture. Les femmes et les hommes, plantent ensemble. Avec bonheur. Les femmes et les hommes désherbent ensemble. Avec bonheur. Les femmes et les hommes récoltent ensemble. Avec bonheur. Mais le revenu des récoltes appartient alors aux hommes. Ironiquement, une femme doit demander la permission de récolter le produit de son propre travail. Au niveau du ménage, il n'y a pas de formule ou de garantie de distribution équitable du revenu - la distribution est au gré et à la merci de l'homme qui se trouve invariablement être le chef du ménage. Certaines femmes ont de la chance, mais pour la plupart d'entre elles, c'est un combat.”

3. Interdiction de vendre des produits agricoles

En général, le pouvoir de vendre les produits agricoles est sous le contrôle des hommes et, dans certaines familles, le revenu obtenu de la vente des produits agricoles est entièrement dépensé par le mari.

Une paysanne du Kenya a déclaré:

“Au Kenya, une femme a été battue au point d'être hospitalisée, simplement parce qu'elle avait récolté un sac de maïs et l'avait donné à l'un de ses enfants. Lorsque le mari a appris ce qu'elle avait fait, il s'est énervé et l'a battue, en disant que c'est l'homme qui peut décider du moment de la récolte et de qui offrir les produits agricoles en cadeau ou une part des produits du travail familial.”

4. Cultures Genrées

En général, pour assurer la survie du ménage, dans certaines cultures des pays couverts par la recherche, les femmes sont autorisées à avoir ce qui est considéré comme des cultures et du bétail de femmes. Ces cultures sont pratiquées par les femmes pour la consommation domestique et les hommes n'ont aucun contrôle sur elles. Cependant, ces cultures et ce

bétail ne peuvent pas être les principaux de la saison dans leurs régions respectives, puisque ces derniers sont réservés aux hommes car ils sont destinés à la commercialisation.

5. Invisibilité des tâches de soins domestiques et de reproduction

Il y a peu de discussions sur la manière de réduire la charge du travail de soin non rémunéré des paysannes en accord avec les relations globales de production et de reproduction.

Une paysanne du Zimbabwe s'est plainte de ce qui suit :

“Avec la diminution de la sécurité d'accès à la terre, l'augmentation du coût de la vie et la faiblesse des prix du marché, la charge de travail des femmes est triplée. Au Zimbabwe, où j'étais candidate à un poste politique, j'ai vu de nombreuses femmes travailler du matin au midi dans leurs fermes. Puis elles allaient travailler dans les fermes des autres afin de gagner de l'argent pour l'entretien de leur famille. Après cela, elles rentrent chez elles pour le troisième poste de travail domestique non rémunéré.”

Je ne veux pas entendre parler de cela, ces récoltes de maïs sont les miennes et non les vôtres. C'est à moi de prendre les décisions les concernant.

Je ne suis pas d'accord avec toi, mon mari. Ces récoltes appartiennent à notre famille puisque nous y mettons tous nos efforts. Nous devons décider ensemble.



Conclusion

Dans ce rapport d'étude, les expériences des femmes paysannes de la région d'Afrique australe et orientale ont été décrites et prises en compte à deux niveaux : premièrement, en tant que femmes qui sont de petits producteurs soumis au patriarcat et deuxièmement, en tant que femmes qui appartiennent à un groupe social appelé paysans.

Les résultats de l'étude indiquent qu'en tant que groupe social distinct, les paysans subissent leur propre lot de violence. Cependant, il est nécessaire de reconnaître que le groupe des paysans n'est pas homogène. En fait, les paysans vivent l'oppression et l'exploitation de manière différenciée, en fonction de multiples facteurs. Dans cette optique, les femmes paysannes devraient être reconnues comme un sous-groupe, où le patriarcat et le capitalisme se confondent pour supprimer leurs droits et exploiter encore davantage leur corps.

Ce rapport adopte l'argument, basé sur les résultats de l'étude, selon lequel considérer les femmes dans l'agriculture à travers le prisme des petits producteurs ne donne qu'une connaissance partielle de leur situation. Le concept de "féminisme paysan" nous a permis de pousser la discussion plus loin. Dans ce cadre conceptuel, les femmes paysannes sont analysées à la fois sous l'angle de la classe et du genre. Comme nous l'avons

expliqué dans le rapport, outre la violence que les paysannes subissent en tant que femmes et en tant que membres du groupe paysan, elles sont également confrontées à une violence spécifique liée à leur rôle dans la production. Les deux systèmes, depuis avant l'imposition du colonialisme jusqu'à aujourd'hui, travaillent encore ensemble pour opprimer et exploiter les femmes dans tous les domaines.

Par conséquent, pour défendre les droits des femmes paysannes et comprendre les violations dont elles sont victimes, il faut tenir compte des systèmes sociaux, des structures sociales et des processus de production qui façonnent leurs expériences et leur position dans la société. La violence à l'égard des femmes paysannes doit être abordée en tenant compte de la nécessité de s'attaquer aux lois coutumières, aux cadres juridiques, au cycle de production dans les petites exploitations, aux structures des organisations paysannes, etc. pour pouvoir réellement changer les positions de subordination. Pour plaider en faveur de changements, il est essentiel de bien comprendre les différentes formes de violence auxquelles les femmes sont soumises, grâce à des recherches incluant des témoignages de paysannes. Cela permettra de dresser un tableau plus complet de leurs luttes et d'enrichir notre compréhension de la VEF.

Way Forward

- Construire un mouvement fort pour le féminisme paysan et populaire au sein du mouvement La Via Campesina en Afrique australe et orientale et avec des alliés sur tout le continent. Ce mouvement devrait combattre simultanément le capitalisme et le patriarcat (ainsi que l'impérialisme).
- Créer des espaces permettant aux paysans et à d'autres groupes sociaux de s'informer sur le lien entre capitalisme, patriarcat et impérialisme.
- Les questions relatives à l'impérialisme, y compris l'oppression et l'exploitation depuis son émergence en Afrique, doivent être intégrées dans le concept de féminisme paysan.
- Amener les discussions sur le féminisme populaire et paysan aux femmes de la base, en impliquant les organisations communautaires et paysannes du niveau local au niveau national.
- Utiliser les structures locales telles que les écoles, les églises et le gouvernement local pour éduquer au féminisme paysan et à la violence basée sur le genre ainsi qu'à sa relation avec le patriarcat et le capitalisme.
- Plaidoyer pour l'intégration du féminisme paysan dans le programme scolaire dès les niveaux inférieurs d'éducation afin d'influencer le changement dans les générations futures.
- Soutenir les femmes, au niveau local, central et organisationnel, pour qu'elles occupent des postes de direction d'où elles pourront lutter pour les droits des paysannes.

Appel à l'action

LVC SEAf appelle les organisations, les gouvernements et les alliés à:

- Construire l'unité et la solidarité envers les luttes des femmes paysannes au niveau régional, continental et mondial en unissant nos efforts pour mettre fin à la violence contre les femmes et parvenir à la libération réelle des femmes paysannes.
- Poursuivre nos discussions en déterminant qui sont nos alliés dans la lutte contre les systèmes oppressifs et la construction du féminisme paysan et populaire.
- Briser le silence et construire des stratégies fortes pour démanteler les systèmes oppressifs par divers moyens de communication et d'action directe de masse.
- Intensifier la défense de l'accès et du contrôle des femmes paysannes à la terre et au territoire, à l'eau et aux semences contre le "développement" extractiviste, indépendamment de notre race, de notre classe sociale et de notre sexualité.
- Continuer à dénoncer toutes les guerres en cours, les conflits et les migrations forcées qui se produisent partout dans le monde et qui entraînent une brutalité et une souffrance accrues des paysannes ainsi qu'une militarisation de nos vies qui ne profite qu'aux élites corporatives.

LVC SEAf Initiative de féminisme paysan

Au cours des dernières années, LVC SEAf a consacré une attention particulière à donner de la visibilité à la lutte des femmes paysannes. Ayant donné la priorité à la campagne pour mettre fin à la violence contre les femmes, il était également essentiel pour le mouvement de comprendre la situation des femmes paysannes et de développer un moyen qui aidera à donner un chemin à leur autonomisation. En explorant la proposition du féminisme paysan populaire comme un cadre prometteur pour changer la réalité de l'inégalité dans laquelle les femmes paysannes vivent.

À cette fin, entre 2019 et 2022, l'initiative a réuni plus de 500 paysannes de Tanzanie, du Kenya, d'Ouganda, du Mozambique, du Zimbabwe, de R.D. Congo, d'Afrique du Sud - ainsi que quelques alliés de Zambie, d'Esawatini et du Ghana - pour contribuer à la mise en place des éléments constitutifs d'un féminisme paysan africain et à la fin des violences faites aux paysannes africaines en particulier.

Grâce à différentes activités telles que des formations nationales et régionales sur le féminisme paysan ainsi que des mobilisations et des discussions ouvertes sur la violence contre les femmes, les paysannes des organisations de La Via Campesina en Afrique australe et orientale ont pu partager leurs expériences et leurs histoires de vie, ce qui a permis de collecter des données pour l'étude dont les principales conclusions sont présentées dans ce rapport.

La recherche

Cette étude visait à “donner un visage” à la violence sexiste dans la région. Sachant que pour construire des droits, en l'occurrence le droit des paysannes à vivre sans violence, nous devons attirer l'attention sur la violence et la discrimination systématiques que subissent les femmes, en présentant des histoires de paysannes de la région et les impacts sur leurs vies et leurs communautés.

Cette première partie de l'étude s'est concentrée sur quatre pays sélectionnés : Tanzanie, Ouganda, Zimbabwe et Mozambique, bien que certaines discussions ouvertes au niveau régional aient permis d'élargir les cas et les résultats de l'étude.

Femmes paysannes contre femmes paysannes

Les deux terminologies ont été utilisées de manière interchangeable tout au long de cette publication, à dessein. L'expression “femmes paysannes” a été utilisée pour désigner les femmes en raison de leur condition de femmes, tandis que l'expression “paysannes” a été utilisée pour désigner les femmes en raison de leur condition de paysannes.

Quelques remarques importantes sur la méthodologie et les limites de cette étude

Restrictions liées à la pandémie

La restriction des déplacements au plus fort de la pandémie de Covid-19 a empêché le chercheur de se rendre dans les quatre pays sélectionnés (Tanzanie, Ouganda, Zimbabwe et Mozambique) et de mener une recherche qualitative comme prévu.

Par conséquent, la collecte de données a été en partie limitée aux rapports des ateliers de formation organisés par LVC SEAf. La chercheuse a pu participer à certaines activités mises en œuvre ultérieurement, comme une formation régionale en Tanzanie qui a rassemblé des représentantes de tous les membres de LVC SEAf et de leurs alliés, ce qui lui a permis de contraster les principaux résultats et de saisir d'autres voix et cas de femmes d'autres pays, élargissant ainsi le cadre géographique initial de la recherche.

Le terme de féminisme paysan et populaire

Le terme féminisme lui-même est considéré comme un terme encombrant dans les communautés rurales et n'existe pas dans certaines langues africaines. Le féminisme paysan et populaire est une proposition des paysannes elles-mêmes, utilisée comme un outil pour la construction de mouvements et pour comprendre la violence contre les paysannes. Les ateliers ont été utilisés pour présenter aux paysannes les concepts de féminisme et de patriarcat et pour discuter de leur compréhension et de leur identification à ces concepts.

Ateliers et sites de recherche

Enfin, il faut noter que les ateliers et autres activités n'ont pas été conçus comme des sites de recherche, mais plutôt comme des espaces ouverts où les femmes pouvaient s'informer sur la VFF et partager leurs expériences sur la violence en tant que femmes rurales. Néanmoins, le chercheur a utilisé ces moments et les rapports des ateliers pour collecter des données supplémentaires sur la VFF..



Southern and Eastern Africa

EN PARTENARIAT AVEC:



AVEC LE SOUTIEN DE:

